

Sahara occidental : le Maroc se fâche avec tout le monde

Ryad Hamadi 08 Mai 2021 à 15:26



Le conflit au **Sahara occidental** affecte sérieusement les relations diplomatiques entre le Maroc et deux de ses principaux partenaires européennes, l'Espagne et l'Allemagne.

Les choses ne se passent pas tout à fait comme souhaité et attendu par le Maroc dans le dossier du Sahara occidental. En décembre dernier, le royaume avait signé un deal triangulaire avec **Israël et les États-Unis** en vertu duquel il établissait des relations avec Israël, et Donald Trump reconnaissait la souveraineté marocaine sur les territoires du Sahara occidental occupé.

Plus de quatre mois après, les **dividendes attendus** ne s'enchaînent pas et le Maroc se retrouve « *fâché* » avec au moins deux grands pays européens, l'Allemagne et l'Espagne, tandis que rien de définitif n'est acquis concernant la position des États-Unis sur la question.

| **Lire aussi : Liens entre le Polisario et le terrorisme : que cache l'insistance marocaine ?**

C'est avec l'Allemagne que la crise est allée le plus loin. Le 1er mars, **le Maroc** avait décidé de couper tout contact avec l'ambassadeur d'Allemagne à Rabat. Ce jeudi 6 mai, il a annoncé le rappel de son ambassadrice à Berlin.

« *La République fédérale d'Allemagne a multiplié les actes hostiles et les actions attentatoires à l'égard des intérêts supérieurs du royaume* », a

affirmé le ministère marocain des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le royaume n'apprécie pas la position de l'Allemagne sur la question du Sahara occidental, l'accusant d'actes « *hostiles* » et d'« *activisme antagonique* » depuis la reconnaissance par l'ex-président américain Donald Trump de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental.

Il reproche aussi à l'Allemagne son « *acharnement continu à combattre* » son rôle régional du Maroc. *Celui-ci n'avait pas été invité au sommet de Berlin sur la Libye en janvier 2020. Autre grief retenu à l'égard du pays d'Angela Merkel, sa « complicité à l'égard d'un ex-condamné pour des actes terroristes »*, en référence à Mohamed Hajib, un Germano-Marocain condamné en 2010 par la justice marocaine à dix ans de réclusion pour « *terrorisme* ».

La contrepartie de la reconnaissance d'Israël risque de tomber à l'eau

Si, avec l'Allemagne, le Sahara occidental n'est pas le seul sujet de discorde, avec l'Espagne, c'est essentiellement cette question qui brouille les relations entre les deux pays en ce moment. Précisément, l'hospitalisation du président de la République sahraouie, Brahim Ghali, dans un hôpital espagnol. M. Ghali est atteint de Covid-19.

Dans un premier temps, des sources marocaines, notamment médiatiques, ont tenté de faire croire que le président de la RASD a reçu une convocation de la justice espagnole.

Une information qui se trouve démentie de fait par la colère du Maroc, qui dénonce « *l'inaction de la justice espagnole* ». La diplomatie marocaine reproche à l'Espagne « *un acte grave et contraire à l'esprit de*

partenariat et de bon voisinage », et évoque des « manœuvres ourdies derrière le dos d'un partenaire et d'un voisin ».

L'Espagne a expliqué qu'elle a reçu M. Ghali pour des considérations «humanitaires ».

Le fait que les autorités espagnoles n'aient pas informé leurs homologues marocaines de l'hospitalisation de M. Ghali en Espagne n'est pas une « omission » pour la diplomatie marocaine qui estime qu'« il s'agit d'un acte prémédité, d'un choix volontaire et d'une décision souveraine de l'Espagne, dont le Maroc prend pleinement acte » et « en tirera toutes les conséquences ».

Avec les États-Unis, ce n'est pas la lune de miel non plus. Depuis le départ de Donald Trump de la Maison Blanche, les Marocains redoutent fortement une renonciation de **son successeur Joe Biden** à la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental.

Et la dernière désillusion en date du Maroc sur la question est survenue la semaine dernière. Il s'agit du démenti apporté à une information faisant état de la décision de l'administration Biden de maintenir de décret de Trump.

« Aucune décision de ce type n'a été prise. Nous menons des consultations particulièrement avec les parties sur la meilleure voie à suivre, et on a rien de plus à annoncer », a déclaré un porte-parole du département d'État américain sous couvert de l'anonymat. C'est toute la contrepartie des relations établies avec Israël qui risque de tomber à l'eau.